



COLLECTORS

N°13

Février 2013

Créé à la veille de la Seconde Guerre Mondiale en 1938, l'Ifop a été le témoin des grands rendez-vous et bouleversements de l'histoire.

Depuis plus de 70 ans maintenant, notre institut cherche à comprendre et à mesurer comment l'Opinion publique réagit aux événements et situations de son temps.

Relire aujourd'hui des numéros de la Revue Sondages, que l'Ifop édite de 1945 à 1980, permet de se replonger dans ces moments historiques importants mais aussi de saisir assez finement l'état d'esprit qui prévalait à l'époque.

Convaincus que le présent se nourrit du passé, nous avons décidé de republier régulièrement des analyses de la Revue Sondages de façon à vous apporter un éclairage historique et rétrospectif à différentes occasions.

C'est dans le cadre de la nouvelle publication « Ifop Collectors » que nous vous inviterons régulièrement à remonter le temps avec les enquêtes et les analyses de l'Ifop, à chaque moment important de l'histoire de notre pays.

Jérôme Fourquet
Directeur de Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise

Déjà publiés

MARS 2012

Ifop Collectors n°1 – Les Accords d'Evian

AVRIL 2012

Ifop Collectors n°2 – Retour sur l'élection présidentielle de 1965

AVRIL 2012

Ifop Collectors n°3 – Le référendum sur l'Europe du 23 avril 1972

MAI 2012

Ifop Collectors n°4 – La crise de mai 1968

JUIN 2012

Ifop Collectors n°5 – Juin 1967 : Le conflit entre Israël et les pays arabes

JUILLET 2012

Ifop Collectors n°6 – Le Tour de France

AOÛT 2012

Ifop Collectors n°7 – Enquêtes corses 1975/2012

SEPTEMBRE 2012

Ifop Collectors n°8 – L'image du PC de 1964 à nos jours

OCTOBRE 2012

Ifop Collectors n°9 – Le mouvement Poujade

OCTOBRE 2012

Ifop Collectors n°10 – 1961 : Le catholicisme en France à la veille de Vatican II

DECEMBRE 2012

Ifop Collectors n°11 – Union et Scissions à droite, 1976 - 2012

Janvier 2013

Ifop Collectors n°12 – Les accords de Paris, Mai 1955

ETE 1962, LES AGRICULTEURS FRANÇAIS : CONDITIONS DE VIE ET OPINIONS

Le « Comité d'analyse démographique, économique et sociale », constitué à la **Délégation générale à la recherche scientifique et technique** a inscrit à son programme un ensemble de travaux pour l'adaptation du monde agricole à la société moderne. Il a paru en effet dans les années 60 qu'une telle recherche avait un caractère prioritaire.

En particulier, le Comité a jugé opportun de chercher à connaître les opinions et les réactions des agriculteurs en face des problèmes qui se posent à eux, concernant les conditions techniques et économiques d'exploitation, l'image qu'ils se font de leur profession, et de la place qu'elle occupe dans les diverses activités du pays, aussi bien que leurs conditions matérielles d'existence, leurs préoccupations, et leurs relations avec la collectivité qui les entoure, du village aux autres groupes sociaux.

Tel a été l'objectif de l'étude dont les principaux résultats sont présentés dans les pages suivantes.

La Délégation en a demandé la réalisation à l'**Institut français d'opinion publique**, qui l'a abordé au moyen d'une enquête par sondage auprès d'un échantillon représentatif de 3.000 agriculteurs, chefs d'exploitation, propriétaires, fermiers ou métayers, interrogés de mai à septembre 1962 sur l'ensemble du territoire français. Toutes précisions sur l'échantillonnage et la conduite de l'enquête figurent en annexe.

Après la rédaction d'un rapport remis à la **Délégation, l'Institut français d'opinion publique** a prié M. Marcel Jollivet, d'élaborer à partir des documents de base un texte destiné à la revue **Sondages**.

M. Jollivet, chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique, dont l'activité scientifique est orientée vers la sociologie rurale a fait précéder son texte d'une introduction générale sur l'agriculture française, depuis le début du siècle, qui permet de situer et de mieux comprendre les opinions et les réactions des agriculteurs, telles qu'il les analyse ensuite.

Sondages remercie la **Délégation générale à la recherche scientifique et technique** d'avoir autorisé la publication de cette étude.

« **60%** des agriculteurs ayant un fils de moins de 25 ans souhaiteraient qu'il fasse un autre métier qu'agriculteur. »

L'OPINION DE L'ÉPOQUE SUR...

1. Les problèmes professionnels **p.3**

61% des agriculteurs estiment que leurs produits se vendent mal ou très mal.

2. Niveau de vie, genre de vie et aspirations **p.14**

Seuls 16% des agriculteurs disposent de l'eau chaude dans leur foyer.

1. Les problèmes professionnels.

Le questionnaire explore un très large domaine des opinions. Les questions peuvent cependant être regroupées sous un certain nombre de thèmes, qui vont d'abord être passés en revue, afin d'examiner comment se distribuent les opinions de l'ensemble des personnes interrogées.

Pour l'immense majorité d'entre elles (89%), les agriculteurs ont plus de difficultés, voire même beaucoup plus de difficultés (45 %), que les autres catégories de Français. Parmi les préoccupations, ce sont les préoccupations professionnelles qui viennent de très loin en tête (49%). Les préoccupations d'ordre familiales, ou plus exactement d'ordre privé ou domestique ne sont d'ailleurs dans la plupart des cas que des conséquences des ennuis professionnels. C'est donc par ceux-ci qu'il convient de commencer.

Quels sont, actuellement, les problèmes les plus importants pour vous et votre famille ?

	%
Les préoccupations professionnelles <i>La mévente de nos produits. Que le vin se vende mieux. Mon fils se mariant, je vais être seul sur l'exploitation. Qu'il y ait de bonnes récoltes. Main-d'œuvre. Achat d'un tracteur. Renouveler nos méthodes et travailler mécaniquement le plus possible</i>	49
Les préoccupations financières <i>Coût de la vie. Payer les terres que nous avons achetées. Rembourser mes prêts</i>	15
L'avenir et l'instruction des enfants <i>Installer les enfants. Il ne faut pas aiguiller les enfants vers la culture maintenant. Installer et marier mes deux filles. Mon fils doit quitter la culture</i>	6
Le logement et le confort de la maison <i>Obtenir un prêt pour refaire un toit. Il faudrait faire construire des bâtiments. Faire mettre l'eau dans la maison et les écuries</i>	5
La santé <i>Je suis seule à exploiter, mon mari est malade</i>	4
La sécurité des vieux jours <i>La retraite est trop tard et pas assez forte. L'âge de la rente devrait être abaissé à soixante ans. La Sécurité sociale identique à celle des salariés. Allocations familiales</i>	4
Ne répondent pas	17
	100

Les agriculteurs se plaignent beaucoup. A votre avis, ont-ils plus de difficultés que les autres Français ?

	%
Beaucoup plus de difficultés.....	45
Un peu plus de difficultés	34
La même chose.....	14
Moins de difficultés	1
Ne se prononcent pas.....	6
	100

Les problèmes professionnels découlent avant tout de la difficulté de vendre les produits de la ferme, telle est l'image que la grande majorité des agriculteurs se fait de la situation agricole.

**D'après vous, le
malaise agricole est
surtout dû à quoi ? En
ensuite⁽¹⁾ ?**

	Surtout %	Ensuite %	TOTAL %
A l'insuffisance des prix des produits	41	30	71
Au niveau trop élevé des prix des produits industriels utilisés par les agriculteurs	13	47	60
Au manque d'intérêt du gouvernement	9	30	39
A la mauvaise organisation de la vente des produits agricoles	8	26	34
A la concurrence des produits étrangers	4	21	25
Aux mauvaises récoltes des années récentes	9	13	22
A la mauvaise organisation de la production agricole	2	17	19
Au trop grand nombre des petites exploitations (le morcellement)	4	12	16
Ne se prononcent pas	10	-	-
	100	(2)	(2)

(1) Les personnes interrogées avaient à choisir parmi une liste de raisons qui leur était proposée dans un ordre quelconque.

(2) Total supérieur à 100 ou 200, en raison des réponses multiples.

LA VENTE DES PRODUITS

La surproduction, on l'a vu, est le problème crucial de l'agriculture. L'organisation des marchés agricoles est une revendication de vieille date des syndicats agricoles. Résultat d'un raisonnement économique élémentaire, la médiocrité du niveau de vie est vue comme le résultat du médiocre prix des produits : « *si nos produits se vendaient mieux, nous aurions plus d'argent pour vivre* ». La chute des prix qu'entraîne toute augmentation de la production et le fait que plus on produit, plus les recettes s'effondrent (loi de King) ont de quoi étonner des gens peu au fait des mécanismes économiques et entraînent de leur part une revendication de garantie des prix ; sans elle aucun projet de production ne peut être fait. On ne s'étonnera donc pas de voir qu'une majorité de deux contre un des agriculteurs estime que les produits se vendent mal (61%). Les problèmes posés par la vente des produits sont même vus par la majorité des agriculteurs (53%) comme la première cause du malaise agricole, que l'accent soit mis sur les prix (41%), la mauvaise organisation (8%) ou la concurrence étrangère (4%). Mais, comme on le voit, c'est surtout sur les prix que se concentrent les critiques.

**Comment va l'agriculture dans votre
région ces années-ci ? Je veux dire :
est-ce que les produits se vendent
bien?**

	%
Très bien	3
Plutôt bien	29
Plutôt mal	51
Très mal	10
Ne se prononcent pas	7
	100

Les opinions selon lesquelles les prix des produits industriels nécessaires à l'exploitation agricole sont trop élevés ou augmentent plus vite que ceux des produits agricoles sont à rapprocher des considérations sur les prix agricoles. Treize pour cent des personnes interrogées voient dans le coût élevé des produits industriels utilisés par les agriculteurs la première cause du malaise agricole, et 47% y voient une cause primordiale sinon la première : c'est la raison qui est la plus citée, en second rang. Lorsque l'on demande aux chefs d'exploitation si leur exploitation marche bien, 30% des raisons invoquées par ceux qui répondent négativement portent encore sur la mévente des produits (21%) ou sur la disparité entre les prix industriels et les prix agricoles (9%), alors que la question ne vise que la marche de l'exploitation. Ces problèmes de prix ont donc une place tout à fait centrale dans les préoccupations des agriculteurs.

Cependant, il est intéressant de noter l'existence d'une fraction non négligeable d'agriculteurs (32%) qui trouvent que leurs produits se vendent plutôt bien ou même très bien. Par ailleurs, 24% des agriculteurs donnent au malaise agricole une autre raison première que les difficultés d'écouler les productions : mauvaises récoltes (9%), manque d'intérêt du gouvernement (9%), trop petites exploitations (4%), mauvaise organisation de la production (2%).

Quels sont, actuellement, les problèmes les plus importants pour vous et votre famille ?

	%
Les produits se vendent mal (soit que leur prix insuffisant n'assure pas la rentabilité de l'entreprise, soit qu'il y ait mévente)	21
L'exploitation a souffert des intempéries ou des épidémies	16
Il y a pénurie de main-d'œuvre	11
La taille des exploitations et la dispersion des parcelles diminuent le rendement	11
Disparité existant entre les prix industriels	9
Insuffisance du matériel et des aménagements.....	9
Insuffisance de la rentabilité : les charges engagées sont supérieures aux profits retirés de l'exploitation.....	9
La nature des sols est ingrate	3
Réponses diverses	9
Réponses se référant à des situations personnelles difficiles (handicapés physiques, maladie, décès).....	9
Ne répondent pas.....	15
	(1)

(1) Total supérieur à 100 ou 200, en raison des réponses multiples.

LA MARCHÉ DE L'EXPLOITATION

Les opinions sur la marche de l'exploitation font un singulier contraste avec celles sur les prix. En effet, près des trois quarts des agriculteurs (71 %) disent que leur exploitation marche bien. Certes on doit noter que 9% seulement estiment qu'elle marche très bien. Autrement dit, 62% se contentent d'un « assez bien » peu formel, qui a une valeur plus neutre que réellement positive. Ce qu'il convient de remarquer cependant, c'est le faible pourcentage des exploitants qui donnent une réponse catégoriquement négative (26%). En somme la marche de l'exploitation ne pose pas de problèmes tels qu'ils donnent lieu à une sensible insatisfaction.

**Diriez-vous que votre exploitation
marche très bien, assez bien, pas très
bien ou mal ?**

	%
Très bien	9
Assez bien	62
Pas très bien	22
Mal.....	4
Ne se prononcent pas.....	3
	100

On pourrait dire aussi qu'il n'y a pas conscience de problèmes posés par la marche de l'exploitation, ou encore que les agriculteurs situent les causes de leurs difficultés hors de leur exploitation. Comme nous l'avons vu, ils les situent volontiers dans les mécanismes du marché des produits agricoles, ou bien dans la mauvaise volonté du gouvernement et dans les manœuvres de groupes qui les exploitent. C'est une façon de dire qu'ils ne sont pas responsables de leurs difficultés, qu'ils font comme ils le doivent leur travail d'agriculteur et de chef d'exploitation ; que non seulement ils sont irréprochables, mais encore injustement victimes. Le sentiment de jouir d'une situation privilégiée ou au contraire d'être défavorisé par rapport aux autres agriculteurs « du coin » est rare: respectivement 12% et 20%. Six exploitants sur dix estiment se tirer d'affaires ni mieux ni plus mal que les autres. De fait, rares sont ceux qui peuvent prétendre sortir nettement de la moyenne; inversement il peut être difficile d'admettre qu'on est un moins bon exploitant ou que l'on est moins bien partagé que les autres. Néanmoins, cette vision où tout le monde est logé à la même enseigne recoupe et renforce l'image d'une agriculture livrée à des forces, contre lesquelles les qualités individuelles ou les avantages dont peuvent jouir les uns ou les autres sont impuissants.

**Par rapport à ce qui se passe dans les
autres exploitations agricoles de la
région, avez-vous l'impression que
vous vous en tirez plutôt mieux que les
autres ou plutôt plus difficilement ?**

	%
Plutôt mieux	12
Plus difficilement	20
Pareillement	60
Ne se prononcent pas.....	8
	100

Outre la mévente des produits dont il a déjà été question, les problèmes de l'exploitation que mentionnent les réponses libres des exploitants mécontents concernent : dans 35% des cas (et 10% du total des exploitants) des éléments circonstanciels : maladie, décès, nature des sols et surtout intempéries ou épidémies ; dans 28% des cas (et 8% du total des exploitants) les facteurs de production : main-d'œuvre, superficie, parcellement, matériel ; dans 8 % des cas (et 2% du total des exploitants) la rentabilité.

La dépendance à l'égard des intempéries, ou plus largement des aléas naturels, reste une sujétion considérable pour l'agriculture. Elle vient en deuxième rang, derrière la mévente des produits, comme raison de l'insatisfaction à l'égard de la marche de l'exploitation. Elle vient également en second rang, loin derrière la médiocrité du gain, il est vrai, 13% contre 62%, mais elle peut en être la cause, comme première justification de l'injustice dont sont particulièrement victimes les paysans; elle est la plus citée parmi les raisons de deuxième ordre et par un nombre important (42%). Sans doute, seule une minorité (9%) estime que les mauvaises récoltes des années récentes sont surtout la cause du malaise agricole, mais si la conjoncture, et plus particulièrement la conjoncture politique, le « malaise agricole », ne peuvent pas être imputés aux aléas naturels, la **condition** paysanne demeure très soumise à la nature, et les agriculteurs sont sensibilisés à cette dépendance.

Sur quels points avez-vous l'impression que la condition des paysans est vraiment injuste ? Et ensuite ?

	Surtout %	Ensuite %	TOTAL %
Les agriculteurs ne gagnent pas assez d'argent par rapport au travail fourni	62	19	81
Ils peuvent être ruinés	13	42	55
Ils sont obligés de travailler jusqu'à leur mort	6	41	47
Ils ne peuvent jamais prendre de vacances	3	33	36
On ne leur reconnaît pas la place à laquelle ils ont droit dans la nation	6	25	31
Même s'ils voulaient changer de métier, beaucoup ne pourraient pas trouver à faire autre chose qu'un métier de manœuvre.....	2	25	27
La vie à la campagne n'est vraiment pas agréable...	1	12	13
Ne se prononcent pas	7	-	-
	100	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100 ou 200, en raison des réponses multiples.

Onze pour cent des exploitants pour qui leur exploitation ne marche pas bien, c'est-à-dire un peu moins de 3% du total, précisent qu'ils manquent de **main-d'œuvre**. Six pour cent de ceux qui pensent possible actuellement d'augmenter les profits de leur exploitation, soit, sur le total, le même pourcentage que ci-dessus, avancent comme condition de pouvoir disposer de main-d'œuvre. Ce n'est donc là une difficulté que pour une très petite fraction des exploitants interrogés.

L'alternative est entre un relèvement des prix et **une amélioration de la productivité**. Ceci suppose une exploitation d'une superficie suffisante, des terres remembrées et un système de culture rationnel et moderne. On notera d'abord que parmi les exploitants qui ne sont pas satisfaits par la marche de leur exploitation, 20% donnent comme explication l'exiguïté de la superficie et la dispersion des parcelles qu'ils travaillent, le manque de matériel ou des aménagements défectueux. Si l'on se réfère au total des exploitants interrogés, c'est donc 5% d'entre eux seulement qui se disent à l'étroit ou mal équipés pour produire de façon satisfaisante.

Mais, que l'exploitation marche bien ou mal, près de la moitié des exploitants (49%) estiment que l'on pourrait immédiatement en améliorer les profits sous certaines conditions. Ces conditions sont certes encore la hausse des prix des produits pour un certain nombre (24% des réponses exprimées et 13% du total des exploitants). Néanmoins, l'amélioration des conditions de la production est souhaitée dans 56% des réponses exprimées, et est envisagée par 30% du total des exploitants.

A votre avis, serait-il possible actuellement dans votre exploitation d'augmenter les profits ? (Si oui) A quelles conditions ?

	%
Vendre plus cher	9
Acheter du matériel	8
Disposer de plus d'argent	7
Disposer de davantage de main-d'œuvre	6
Remembrer	6
Utiliser des techniques appropriées, adopter d'autres cultures plus rentables.....	6
Utiliser des engrais, amender les sols.....	4
Que le gouvernement fixe les prix à un niveau plus élevé	3
Réglementer le marché ou l'organiser	1
Divers	4
Ne voient pas comment il est possible d'augmenter les profits de l'exploitation.....	51
	(1)

(1) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

Les agriculteurs se déclarent d'autre part presque unanimement en faveur de l'achat de semences sélectionnées (78%) ; l'essai d'engrais nouveaux a moins de partisans, mais a encore la faveur des deux tiers des exploitants (67%). Le remembrement lui-même ne soulève l'opposition que de 17% (60% étant favorables).

Etes-vous pour ou contre le remembrement ? Et l'essai d'engrais nouveaux ? Et l'achat de semences sélectionnées ?	Remembrement	L'essai d'engrais nouveaux	L'achat de semences sélectionnées
	%	%	%
Pour	60	67	78
Contre	17	11	4
Ne se prononcent pas	23	22	18
	100	100	100

Ces diverses observations montrent un certain souci de technicité et une ouverture, au moins de principe, au progrès technique. Cependant, 69% des exploitants ne tiennent pas de comptabilité écrite, et parmi les 28% qui en tiennent une, il conviendrait encore de distinguer, le calcul économique n'étant habituel que dans une fraction beaucoup moins importante des exploitations.

	%
Est-ce que vous tenez une comptabilité écrite pour savoir ce que vous coûte votre exploitation ?	
Oui	28
Non	69
Ne se prononcent pas	3
	100

Au total, il y a donc 8 à 10% d'exploitants qui trouvent que leur exploitation marche vraiment mal en raison d'insuffisances dans les facteurs de production, et 30 à 37% qui estiment qu'elle pourrait immédiatement mieux marcher s'il était remédié à certaines insuffisances de cet ordre. Mais viennent les difficultés de financement.

Ce sont les **difficultés de financement** qu'évoquent, en effet, de manière implicite certaines des personnes qui demandent une revalorisation des prix, ou disent tout ce qu'il faudrait faire pour bien faire. En ce sens, les problèmes de financement ne peuvent pas être considérés tout à fait isolément. Néanmoins, il n'est pas identique de parler de défense des prix ou d'exprimer l'impossibilité dans laquelle on se trouve d'investir et d'équilibrer recettes et dépenses.

Parmi les exploitants qui ressentent des difficultés dans la marche de leur exploitation, 9% parlent de déséquilibre entre les charges et les revenus ; ces exploitants représentent 2% du total. A la question de savoir s'il leur serait possible d'augmenter actuellement les profits de leur exploitation, 7% répondent qu'ils le pourraient s'ils disposaient de plus d'argent. Effectivement, 39% des exploitants déclarent risquer d'avoir des difficultés d'argent dans leur exploitation durant l'année en cours. Et peu ont l'intention de faire des dépenses importantes dans l'année (16 %). La faveur que les exploitants montrent, sur le plan des principes encore, à l'égard de l'utilisation des emprunts bancaires pour améliorer l'exploitation (67% y sont favorables) ne se traduit donc guère dans les faits.

	%
Est-ce que vous risquez d'avoir des difficultés d'argent pour votre exploitation cette année ?	
Oui, de grosses difficultés (à la suite de dépenses faites sur l'exploitation et d'emprunts à des fins professionnels (4%)).....	7
Oui, des difficultés moyennes (à la suite de dépenses et d'emprunts à des fins professionnelles (7 %))	32
Non, pas de difficultés (parce qu'ils parviennent à ajuster dépenses et recettes (6%))	44
Ne se prononcent pas	17
	100

	%
Cette année, avez-vous l'intention de faire des dépenses importantes dans votre exploitation ?	
Oui	16
Non	76
Ne se prononcent pas.....	8
	100

	%
D'une manière générale, êtes-vous pour ou contre l'utilisation de crédit de banque ou du Crédit Agricole pour améliorer votre exploitation ?	
Pour	67
Contre	21
Ne se prononcent pas.....	12
	100

Ainsi, quand l'idée d'une amélioration technique existe, ce sont les moyens financiers qui manquent. Le résultat est que près de la moitié des exploitants (45%) ne pensent pas pouvoir augmenter le rendement de l'exploitation, et que parmi ceux qui sont plus optimistes (48%), 5% pensent réellement y parvenir, le reste se contentant de l'espérer. Soulignons notamment que des 30% d'exploitants qui prétendent qu'en utilisant des engrais, en achetant du matériel, en obtenant le remboursement ou en s'orientant vers de nouvelles productions, ils pourraient obtenir immédiatement des profits plus élevés dans leur exploitation, aucun n'en fait rien, puisqu'ils y voient des conditions qu'il faudrait réaliser pour arriver à leur résultat.

	%
Pensez-vous que, dans les années qui viennent, vous allez pouvoir augmenter le rendement de votre exploitation ?	
Le pensent	16
L'espèrent sans en être sûrs.....	32
Ne le pensent pas	45
Ne se prononcent pas.....	7
	100

Il n'en est que plus surprenant de constater que plus de la moitié des personnes interrogées (53%) pensent qu'elles pourraient tirer un bon prix de ce qu'elles possèdent ; une personne sur quatre seulement pense le contraire. En outre, il y a près de quatre fois plus de personnes pour estimer que la valeur de leurs biens va augmenter dans les années à venir (30%) que le contraire (8% pensent qu'elle va diminuer). On peut se demander si cet optimisme, qui ne correspond guère à un dynamisme économique d'ensemble, n'exprime pas la tension provoquée sur le marché des terres par l'action des exploitants les plus progressifs ; dans ce cas il faudrait conclure que les structures risquent de se figer, les petits propriétaires pouvant spéculer sur une tendance à la hausse pour retarder leur départ.

	%
Et si vous n'aviez pas d'enfant pour reprendre votre exploitation si vous désiriez vous retirer ou faire autre chose, pourriez-vous tirer un bon prix de ce que vous avez ?	
Certainement.....	21
Probablement.....	32
Non	24
Ne se prononcent pas.....	23
	100

A votre avis, est-ce que dans les années qui viennent, la valeur de votre propriété va augmenter, diminuer ou rester stationnaires ?

	%
Augmenter.....	30
Diminuer.....	35
Rester stationnaires.....	8
Ne se prononcent pas.....	27
	100

L'image que les agriculteurs se font de la situation économique de l'agriculture est donc tout à fait cohérente et s'explique aisément si l'on se place à leur point de vue. Travaillant comme leurs pères sur l'exploitation de leurs pères, ils n'ont pas lieu de se considérer comme moins capables qu'eux, ni de considérer leur exploitation soudain frappée d'une tare inconnue ; s'ils ne gagnent pas bien leur vie, la faute en est au prix de leurs produits qui ne sont pas assez rémunérateurs. Il se peut que l'exploitation marche mal, mais c'est pour des raisons accidentelles ou occasionnelles qui sont, elles aussi, dans l'ordre traditionnel des choses : maladies, intempéries, épidémies, etc.

Même parmi ceux qui, trouvant que leur exploitation marche mal ou qu'après tout elle pourrait mieux marcher, localisent leurs difficultés dans des insuffisances des facteurs de production, la compréhension de la situation reste très partielle et pragmatique. Ces exploitants s'en tiennent le plus souvent aux problèmes immédiats qu'ils prennent pour le problème d'ensemble ; ils tiennent en conséquence leur solution comme la solution même à toutes les difficultés. Ils vont ainsi de problème particulier en problème particulier et découvrent progressivement que la solution trouvée à l'un d'eux en pose elle-même de nouveaux. L'accent est mis tantôt sur un point, tantôt sur un autre, mais aucune vue générale n'existe où soient dégagés les aspects fondamentaux de la situation. Les difficultés de financement elles-mêmes, souvent implicites, ne sont pas isolées comme la difficulté cruciale ; elles ne sont exprimées qu'en réponse à des questions directes qui mettent l'accent sur elles. L'exemple le plus net de cette démarche de pensée est fourni par les considérations sur les superficies.

L'insuffisance de la superficie travaillée n'est invoquée que par 11% de ceux qui ne sont pas satisfaits de la marche de leur exploitation, c'est-à-dire par moins de 3% du total. Ce pourcentage est très faible, surtout si l'on considère la pyramide des superficies des exploitations visitées. De même, le trop grand nombre de petites exploitations n'est la première cause du malaise agricole que pour 4% des personnes interrogées ; il n'est la cause de second rang que pour 12% ; au total c'est la cause la moins mentionnée de toutes. Certes, il est clair que les exploitants interrogés, étant eux-mêmes en grande majorité des petits, ne pouvaient pas mettre en avant un argument qui revient à dire qu'il n'y a pas de place pour eux dans l'agriculture. Le caractère très direct de la question peut avoir provoqué un réflexe vital de conservation. Les plus gros, qui bénéficient d'une rente différentielle grâce à l'existence des petites exploitations, n'ont pas non plus intérêt à mettre l'accent sur ce thème. Indépendamment de toute attitude de ce genre, que la superficie soit rarement mentionnée en tant que telle comme un élément important sur les difficultés rencontrées par chacun, et par l'agriculture dans son ensemble, s'explique certes aussi par le raisonnement qui domine chez les personnes interrogées : ou bien les exploitations sont trop petites et les quantités qu'elles produisent sont insuffisantes pour faire vivre une famille, ou bien c'est le prix de vente des produits qui est insuffisant. Or c'est incontestablement, pour la seconde branche de l'alternative qu'opte la majorité.

Mais il est vrai aussi que l'exigence d'une plus grande superficie n'apparaît pas comme un préliminaire à tout effort de modernisation ; c'est l'effort de modernisation engagé qui, posant des problèmes de plein emploi et de rentabilité du matériel et des capitaux, amène l'exploitant à concevoir la nécessité d'un agrandissement de la superficie qu'il cultive. Il n'est donc pas surprenant que l'insuffisance de la superficie soit rarement mise en avant; elle est impliquée dans toute réponse parlant des besoins en capitaux et en équipement ou des difficultés d'amortir les investissements ou d'équilibrer les dépenses, mais elle n'est pas analysée comme cause initiale de ces besoins et difficultés, et isolée comme telle. Une infime minorité seulement pousse cette analyse économique jusqu'à son terme ou en est arrivée à ce terme par la force des choses, après avoir beaucoup investi.

L'accent mis sur la défense des prix porte tout naturellement à donner beaucoup d'importance à l'action syndicale, et, dans la mesure où les prix dépendent de la politique gouvernementale, à reporter ses griefs sur le gouvernement. Un tiers seulement des exploitants déclarent qu'ils ne sont pas syndiqués et 58% des syndiqués (soit 39% au total) sont satisfaits de l'action syndicale. Près des trois quarts des exploitants (72%) répondent qu'il y a eu des manifestations dans leur région et 32%, c'est à dire 45% de ceux qui disent avoir eu connaissance de manifestations dans leur région déclarent avoir participé ou moins à certaines d'entre elles, L'intérêt pour les manifestations d'agriculteurs d'autres régions est encore plus élevé : les deux tiers des exploitants affirment s'y intéresser beaucoup (24%) ou un peu (42%). L'action syndicale connaît donc un incontestable succès parmi les agriculteurs.

La coopération concerne des effectifs beaucoup moins importants puisqu'un exploitant sur quatre seulement se dit membre d'une coopérative et 3% membres d'un Centre d'études techniques agricoles (C.E.T.A.). Néanmoins, l'entraide est très répandue et aussi l'utilisation de matériel en commun.

D'une manière générale, êtes-vous tout à fait satisfait ou pas très satisfait de l'action de votre syndicat ?

	%
Tout à fait satisfait	11
Plutôt satisfait.....	28
Pas très satisfait.....	14
Pas du tout satisfait	3
Ne se prononcent pas.....	11
Ne sont pas syndiqués	33
	100

Dans la région, est-ce que les syndicats d'agriculteurs sont actifs ou peu actifs ?

	%
Actifs	33
Peu actifs	34
Inexistants	12
Ne se prononcent pas.....	21
	100

Y a-t-il eu des manifestations d'agriculteurs dans cette région ? (Si oui) Y avez-vous (ou votre mari y a-t-il) participé ?

	%
Pas de manifestations	24
Ont participé à toutes.....	13
Ont participé à certaines	19
N'ont pas participé	40
Ne répondent pas	4
	100

Est-ce que vous vous intéressez aux mouvements de revendications des agriculteurs qui se passent dans d'autres régions de France ?

	%
Beaucoup	24
Un peu	42
Non	31
Ne se prononcent pas.....	3
	100

Les agriculteurs du village ou de la région font-ils des efforts pour s'aider les uns les autres ou pour réaliser des choses en commun ?

	Oui %	Non %	Total %
Ils se donnent un coup de mains les uns les autres pour les gros travaux ..	71	29	100
Ils utilisent du matériel en commun ..	42	58	100
Ils organisent ensemble le transport des produits	20	80	100

Etes-vous (ou votre mari est-il) ?

	Est %	A été %
Membre d'une coopérative de producteurs	25	2
Membre d'une association d'anciens combattants.....	18	1
Conseiller municipal.....	14	7
Membre du Bureau de la Société de pêche ou de chasse	8	2
Membre du Comité des fêtes	6	4
Pompier	5	4
Membre du Bureau de la Caisse des écoles	5	1
Membre d'un C.E.T.A.	3	-
Ne sont membres d'aucune de ces associations ou n'ont aucune de ces fonctions ..	-	-
	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

La politique agricole du gouvernement n'est guère appréciée : 52% des personnes interrogées ont une opinion franchement mauvaise et 33% sont circonspectes ; 4% seulement ont une bonne opinion à ce sujet. Certes, 9% seulement voient dans « le manque d'intérêt du gouvernement pour les problèmes agricoles » la principale cause du malaise agricole, mais on peut dire que les autres raisons avancées, notamment l'insuffisance des prix des produits, sont une façon indirecte de critiquer le gouvernement. D'ailleurs, 30% citent ce manque d'intérêt du gouvernement comme la cause de second rang du malaise agricole. Après les questions de prix, c'est la cause la plus citée. Manifestement, les agriculteurs ne se sentent pas pris en compte dans la politique économique gouvernementale : la moitié d'entre eux (49%) pensent même qu'une augmentation de la prospérité en France n'élèverait pas leur niveau de vie, un quart seulement pensant le contraire¹.

¹ En novembre 1961, l'opinion agricole était encore plus défavorable au gouvernement avec 60% d'opinions défavorables (contre 52% dès l'été 1962). Une légère amélioration s'est donc produite entre temps.

Quelle opinion avez-vous que la manière dont le gouvernement traite les questions agricoles ?

	Novembre 1961 %	Eté 1962 %
Bonne opinion	1	4
Moyenne opinion	31	33
Mauvaise opinion	40	38
Très mauvaise opinion	20	14
Ne se prononcent pas	8	11
	100	100

Avez-vous l'impression que si la prospérité de la France augmente, votre propre niveau de vie s'élèvera ou pensez-vous que cela ne changera pas grand-chose pour vous ?

	%
S'élèvera	24
Pas de changements	49
Ne se prononcent pas	27
	100

2. Niveau de vie, genre de vie et aspirations.

Les opinions sur les conditions matérielles d'existence renforcent la conclusion de l'examen des problèmes professionnels. Le même accent y est mis, en effet, sur les difficultés d'argent : à l'insuffisance des prix et des moyens de financement correspond ici l'insuffisance des revenus. La défense des prix, c'est avant tout, pour la plupart des agriculteurs, la défense du niveau de vie. Le logement, le métier, la vie à la campagne ne sont pas en eux-mêmes sources de profond mécontentement : ce qui compte surtout c'est que l'effort des agriculteurs ne reçoit pas une rémunération suffisante.

LE REVENU

En réalité, 62% des personnes interrogées estiment que la plus grande injustice dont elles sont victimes est de ne pas gagner assez d'argent par rapport au travail fourni. Toutes les autres raisons viennent très loin en arrière, avec des pourcentages qui ne dépassent pratiquement pas la dizaine (voir tableau page 7).

Les revenus souhaités ne sont pas considérables puisqu'un revenu minimal de 8.000 francs² apparaît comme suffisant, et que 53% des personnes interrogées souhaitent un revenu inférieur ou égal à 12.000 francs. Par contre, les pourcentages d'accroissement sont élevés : triplement ou doublement au moins des revenus les plus faibles et augmentation presque toujours supérieure au tiers des revenus actuels dans les autres cas.

Pouvez-vous regarder cette carte⁽¹⁾ et me dire à laquelle de ces catégories vous appartenez ? Et dans laquelle de ces catégories voudriez-vous être raisonnablement être ?

Rappel des %	Ceux qui ont actuellement un budget d'environ... (en Francs)	Souhaitent (en Francs)	Soit une augmentation de... (en Francs)
10	2.500	8.000	5.500
20	5.000	9.000	4.000
23	7.200	12.000	4.800
18	9.600	14.500	4.900
11	12.000	18.000	6.000
7	14.400	20.000	5.600
5	16.800	24.000	7.200
4	19.200	25.000	5.800
2	26.000	32.000	6.000

(1) Il s'agissait d'une carte comportant des catégories de revenus annuels échelonnés de 2.500 en 2.500 F et on demandait à chacun de se situer actuellement et ensuite, d'indiquer raisonnablement la catégorie dans laquelle il souhaiterait être.

² D'après la formulation de la question, il s'agit de revenus bruts, autoconsommation non comprise.

La vision de l'évolution des revenus varie selon qu'il s'agit de soi ou de l'agriculture en général, et du court terme ou du long terme. Plus de la moitié des exploitants (54%) estiment avoir individuellement une vie plus à l'aise que leurs parents ou leurs prédécesseurs, mais la proportion tombe à 43% lorsqu'il s'agit de dire que l'agriculteur en général gagne mieux sa vie aujourd'hui qu'il y a 30 ou 40 ans (voir tableau p.20).

Vous-même, par rapport à vos parents ou à ceux qui vous ont précédé sur cette exploitation, jusqu'ici, avez-vous une vie plus à l'aise ou moins à l'aise qu'eux ?

	%
Plus à l'aise	54
Moins à l'aise	12
Sans changement	26
Ne se prononcent pas.....	8
	100

Enfin le sentiment qui domine largement est que l'on n'a bénéficié d'aucune élévation du niveau de vie depuis cinq ans (61% contre 4% seulement qui estiment le contraire).

Depuis cinq ans, votre niveau de vie s'est-il amélioré ou non ?

	%
Oui	24
Non	61
Ne se prononcent pas.....	15
	100

Invités à se situer sur une échelle de revenus par rapport à d'autres catégories sociales qui leur sont familières, les agriculteurs s'intercalent à l'avant-dernier rang, entre le manoeuvre et l'employé.

Voici un certain nombre de professions. Voulez-vous les classer en commençant par celle qui permet de gagner le plus d'argent quand on sait y faire ?

	1 ^{er} %	2 ^{ème} %	3 ^{ème} %	4 ^{ème} %	5 ^{ème} %	6 ^{ème} %	7 ^{ème} %
Entrepreneur	37	28	19	11	4	1	-
Fonctionnaire.....	30	17	26	14	11	2	-
Commerçant	21	34	19	12	10	3	-
Ouvrier spécialisé	9	13	16	27	22	12	1
Employé de l'industrie.....	2	6	12	25	33	20	1
Exploitant agricole.....	1	2	8	10	18	40	23
Manoeuvre	-	-	-	1	2	22	75
	100	100	100	100	100	100	100

Ce sentiment de déclassement économique apparaît ailleurs : 54% des personnes interrogées pensent que les hommes qui ont quitté la campagne vivent plus à l'aise qu'eux, les autres n'en savent rien, très peu pensent le contraire (5%).

Y a-t-il des gens du village ou des environs qui sont partis à la ville et qui reviennent ici de temps à autre, par exemple pour les vacances ou des réunions de famille ? (Si oui) D'après vous, est-ce qu'ils sont plus à l'aise ou moins à l'aise que vous ?

	%
Plus à l'aise	54
Moins à l'aise	5
Ne se prononcent pas.....	41
	100

Les grèves ouvrières ont accoutumé l'opinion publique aux revendications portant sur les revenus. Pourtant, une revendication similaire de la part des paysans a de quoi surprendre si l'on se souvient que leur genre de vie traditionnel est beaucoup moins fait d'échanges monétaires que celui des populations urbaines. Dans cet univers traditionnel, l'argent est thésaurisé plus qu'utilisé. Le sens du travail est moral plus qu'économique, le paysan ne compte pas son temps, il valorise son travail par sa qualité plus que par son efficacité, il a davantage le sens de l'épargne que celui du profit. Deux raisons peuvent expliquer pourquoi cette revendication d'un meilleur revenu a pris une place primordiale dans sa mentalité actuelle. C'est d'abord l'ouverture de l'agriculture aux échanges monétaires, aussi bien pour l'acquisition de biens de productions que pour la consommation domestique. Les plus insatisfaits peuvent donc être les plus modernes, les plus engagés soit dans l'agriculture commerciale, soit dans la société de consommation, soit, et très vraisemblablement, dans les deux à la fois. Certes, un certain nombre de ces agriculteurs modernes ont toutes raisons d'avoir une attitude positive à l'égard d'une société à laquelle ils souhaitent s'adapter, dont ils ont envie de jouer le jeu, pour laquelle ils ont du goût ; ce sont ceux qui ont les moyens d'obtenir les revenus nécessaires à leur participation pleine et entière à cette société. Mais il reste ceux qui voudraient jouer le jeu sans en avoir pour l'instant, les moyens³.

La revendication pour un meilleur revenu a sans doute aussi une résonance de « classe », pourrait-on dire. Les paysans ont nettement conscience, collectivement, d'être un groupe social à bas niveau de vie ; c'est l'image constante qu'ils se donnent d'eux-mêmes et qu'ils veulent donner au monde extérieur. Il y a là une sorte de réflexe de groupe qui est comme une forme élémentaire de leur conscience de classe. Un autre aspect de cette question du niveau de vie est le problème de la retraite. Cette préoccupation a une importance certaine : que les paysans soient obligés de travailler jusqu'à la fin de leur vie, est considéré par 41% des personnes interrogées comme un des principaux aspects de l'injustice dont elles sont particulièrement victimes.

Le niveau des revenus détermine les conditions de vie, notamment les conditions de logement et le confort domestique. Mais celles-ci ne sont elles-mêmes qu'un des éléments du genre de vie des agriculteurs ; le cadre de vie que constituent les campagnes, avec les insuffisances que l'on s'accorde généralement à lui reconnaître et le métier d'agriculteur lui-même qui est la clé de voûte de la vie quotidienne et lui impose son rythme saisonnier, en sont des aspects complémentaires. D'une façon générale, les opinions sur ces différents aspects du genre de vie sont plutôt favorables.

³ Voir H. Mendras et Y. Tavernier, **Les manifestations de juin 1961**, Revue française de science politique, 11, septembre 1962, pp. 647-671.

LE LOGEMENT

Le logement est en général satisfaisant : 15 % seulement des personnes interrogées se déclarent mal logées et 37% n'ont absolument aucune amélioration à souhaiter concernant leur logement.

Actuellement, estimez-vous que vous êtes logé ?

	%
Très bien	11
Plutôt bien	31
Moyennement	43
Plutôt mal	11
Très mal	4
Ne se prononcent pas.....	-
	100

Le manque de confort est la critique la plus fréquente : 43% estiment le confort insuffisant, 27% trouvent la maison trop vieille. Toute autre raison d'insatisfaction est secondaire.

Dans votre logement actuel, y a-t-il quelque chose qui ne vous convient pas ? (Si oui) Quoi ?

	%
Confort insuffisant	43
Maison trop vieille	27
Pas assez de pièces	16
Pas assez d'indépendance par rapport aux parents ou enfants	7
Pièces trop petites	5
Emplacement pas agréable	4
Tout convient.....	37
	(1)

(1) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

La superficie disponible, le nombre des pièces sont notamment l'objet de peu de remarques (respectivement 5% et 16%) ; la cohabitation n'est évoquée comme gêne que par 7%. A une question directe concernant la cohabitation rien de bien net ne se dégage : il y a autant de personnes pour affirmer que la vie en commun entraîne rarement des désaccords que pour dire le contraire (22% dans chaque cas) ; 33% se réfugient dans un quelquefois peu compromettant ; 23% refusent de répondre. Les conditions de l'entretien, souvent fait en présence de la famille, les réticences à l'égard de l'étranger qu'est l'enquêteur expliquent sans doute le caractère indécis des réponses.

Diriez-vous qu'il arrive que les jeunes aient des difficultés avec leurs parents parce que c'est dur de vivre à plusieurs ménages sous le même toit ?

	%
Souvent.....	22
Quelquefois	33
Rarement	22
Ne se prononcent pas.....	23
	100

L'EQUIPEMENT DOMESTIQUE.

Le manque de confort, c'est pour 39% des agriculteurs, de ne pas disposer de l'eau courante. Quant à l'eau chaude et à la salle de bains, elles sont réservées à de petites minorités (respectivement 16 % et 11 %), Une personne sur quatre seulement a un réfrigérateur ; la même proportion a une machine à laver. La télévision est peu répandue (10%). Par contre plus de la moitié des personnes interrogées ont une automobile (53%). Si pratiquement toutes les personnes interrogées souhaitent disposer de l'eau courante et posséder leur maison, une personne sur cinq par contre ne désire pas de voiture, une sur quatre environ ne désire pas de réfrigérateur (27%) ou d'eau chaude (23%) et 30% n'ont pas envie de salle de bains ou de machine à laver.

Dans la liste que voici, quelles sont les choses que vous avez déjà ? Y a-t-il des choses que vous voudriez bien avoir, mais que vous n'aurez probablement jamais ? Y en a-t-il que vous ne désirez pas du tout ? Quelles sont celles que vous comptez avoir d'ici quelques années ?

	Ont déjà %	Auront %	Désirent mais n'auront pas %	Ne désirent pas %	Ne répon- dent pas %	Total %
Maison à vous.....	75	10	11	4	-	100
Eau courante.....	61	22	10	3	4	100
Voiture.....	53	12	13	20	2	100
Machine à laver	26	23	18	30	3	100
Réfrigérateur	23	26	20	27	4	100
Eau chaude	16	32	21	23	8	100
Salle de bain.....	11	25	29	29	6	100
Télévision.....	10	19	23	45	3	100
Tapis dans la maison.....	8	2	8	80	2	100
Manteau de fourrure.....	2	2	9	80	7	100
Vacances.....	5	9	61	20	5	100

D'assez fortes minorités d'agriculteurs ne sont donc pas soucieuses de se conformer à tous les canons du confort moderne ; la télévision notamment n'est pas prisée par près de la moitié (45%). Néanmoins, parmi ceux qui ne possèdent pas un quelconque des éléments de confort proposés dans la question, le nombre de ceux qui désireraient en jouir est généralement plus grand que celui des agriculteurs qui ne le souhaitent pas. Dans certains cas, les pourcentages s'équilibrent à peu près. Ainsi 42% aimeraient avoir la télévision, alors que 45% ne la désirent pas, 25% aimeraient avoir une voiture, alors que 20% n'en désirent pas. Dans d'autres cas, il y a dix fois plus de personnes non nanties intéressées que de personnes indifférentes ; tel est le cas par exemple pour l'eau courante.

Sauf en ce qui concerne l'eau courante qu'un tiers seulement des personnes intéressées désespèrent de jamais avoir, en général 40 à 50% des agriculteurs désireux d'acquérir un élément quelconque de confort disent qu'ils ne l'auront jamais. Ceci peut ne représenter qu'une faible proportion de la population interrogée ; par exemple pour la propriété de la maison, cette proportion est de 11%, pour l'eau courante de 10%, pour la voiture de 13%. Mais c'est plus généralement environ un agriculteur sur cinq qui pense n'avoir jamais ce qu'il désire, (23% pour la télévision, 18% pour la machine à laver, 20% pour le réfrigérateur, 21% pour l'eau chaude). C'est même davantage pour la salle de bains (29 %). Au total une proportion comprise entre le tiers et la moitié de la population, aux alentours des 43% de ceux qui trouvent leur maison dépourvue de confort, aspire à un confort supérieur à celui qu'elle possède. Mais c'est selon les

dières des interrogés, dans quatre au cinq cas sur dix, soit environ 20% de la population interrogée, sans espoir d'arriver à réaliser ses désirs.

LA VIE A LA CAMPAGNE

Le fait de vivre à la campagne attire peu de commentaires négatifs ; 55% des personnes interrogées estiment bien que l'agriculture ne reçoit pas sous forme de services publics l'équivalent de ce qu'elle paie en impôts (voir tableau p. 24) mais cela ne concerne pas, semble-t-il, les équipements publics nécessaires dans la vie quotidienne à la campagne, sauf l'adduction d'eau.

Dans l'aménagement de la commune et les commodités dont vous pouvez avoir besoin, qu'est-ce qui vous donne toute satisfaction ? Qu'est-ce qui ne va pas du tout ?

	Satisfai- sants	Vont à peu près	Vont mal	Ne répondent pas	Total
	%	%	%	%	%
Services publics					
Le courrier postal	87	11	-	2	100
L'électricité.....	86	11	-	3	100
L'école	69	16	5	10	100
L'état des rues.....	51	31	8	10	100
L'adduction d'eau	47	17	29	7	100
Les routes et les chemins	39	40	21	-	100
Services privés					100
Les possibilités d'approvisionnement.....	75	19	-	6	100
Le médecin.....	68	24	6	2	100
Le pharmacien.....	60	27	10	3	100

Deux services publics donnent une très grande satisfaction : les postes (87%) et l'électricité (86%). L'école, quoique jugée un peu moins favorablement, reste encore très satisfaisante pour une très forte majorité (69%). En matière de voirie, les critiques sont beaucoup plus nombreuses, les chemins ne donnent satisfaction qu'à une minorité (39 %) et l'état des rues qu'à une personne sur deux (51%). Le désir d'avoir l'eau courante réapparaît ici et fait que l'adduction d'eau ne donne également satisfaction qu'à environ une personne sur deux (47%). Quant aux services privés (commerçants, médecins, pharmaciens) ils donnent dans l'ensemble satisfaction. Les conditions de la vie à la campagne n'apparaissent au total nullement comme un des traits majeurs de l'injustice dont souffrent les paysans (voir tableau p.7). Les rapports de voisinage sont bons, l'entraide fréquente.

Entre voisins, comment s'entend-on par ici ?

	%
Très bien	30
Bien.....	55
Pas très bien	10
Mal.....	1
Ne se prononcent pas.....	4
	100

Quand il y a des histoires dans la commune, est-ce plutôt... ?

	%
Des jalousies	38
Des mésententes entre familles	12
Des désaccords politiques	8
Des désaccords sur des projets d'action en commun.....	8
Ne répondent pas	44
	(1)

(1) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

LE METIER

En général, les agriculteurs considèrent que leur métier a évolué depuis trente ou quarante ans. Sur deux points seulement, parmi les sept considérés, près de la moitié d'entre eux estiment qu'il n'y a pas eu de changement : 48 % pensent qu'il n'est ni plus ni moins considéré qu'autrefois, 46% qu'on n'y est ni plus ni moins tenu par le travail. Par contre, 60 à 80 % estiment qu'il y a eu changement sur les autres points.

Par rapport à ce qui se passait il y a trente ou quarante ans, l'agriculture d'aujourd'hui...

	Amélioration	Détérioration	Situation inchangée	Ne se prononcent pas	Total
	%	%	%	%	%
A-t-il un travail plus fatigant ou moins fatigant ?	71	11	16	2	100
Est-il plus heureux ou moins heureux ?	47	15	28	10	100
Gagne-t-il mieux sa vie ou moins bien sa vie ?	43	20	30	7	100
A-t-il une vie plus compliquée ou moins compliquée ?	20	54	20	6	100
A-t-il plus de mal ou moins de mal qu'autrefois à « caser » ses enfants.....	25	38	20	17	100
Est-il mieux considéré qu'autrefois ou moins bien considéré ?.....	25	14	48	13	100
Est-il plus assuré de son avenir ou moins assuré de son avenir qu'autrefois ?	34	25	26	15	100
Est-il plus tenu ou moins tenu par son travail ?.....	35	16	46	3	100

Dans la plupart des cas, la majorité de ceux qui constatent un changement estiment qu'il s'agit d'une amélioration. L'amélioration la plus admise est que le métier est moins fatigant qu'autrefois : 71% des personnes interrogées en sont d'accord, 11% seulement pensent le contraire. De même, les agriculteurs qui se jugent plus heureux qu'il y a quelques décennies sont trois fois plus nombreux que ceux d'avis contraire. Sur plusieurs points, environ deux fois plus d'agriculteurs considèrent l'évolution de façon favorable plutôt que comme une détérioration de leur situation : cela est vrai pour les revenus (43% contre 20%), pour la considération (25 % contre 14%), et pour les contraintes liées au travail (35% contre 16 %). Mais les avis sont plus partagés lorsqu'il s'agit d'apprécier si l'agriculteur d'aujourd'hui a un avenir plus ou moins assuré qu'il y a trente ou quarante ans : 34% pensent que l'avenir est plus assuré, 25% qu'il l'est moins. Sur deux points enfin, les jugements défavorables sont plus nombreux que les jugements favorables. Les difficultés rencontrées pour « caser » les enfants se sont accrues selon 38% des personnes interrogées alors qu'elles n'ont diminué que selon 25%. Surtout, 54% estiment que la vie de l'agriculteur d'aujourd'hui est plus compliquée, alors que 20% seulement estiment qu'elle l'est moins.

Au total, le métier est moins fatigant (71%), on y est plus heureux (47%), on y gagne mieux sa vie (43%), mais on y a une vie plus compliquée (54%), on y est toujours aussi tenu par le travail (46%) et on n'y jouit pas de plus de considération (48%) ; enfin il est devenu plus difficile de « caser » les enfants (38%). L'évolution du métier est donc perçue d'une façon profondément ambivalente.

Quoi qu'il en soit de cette évolution, le métier est dur (95%), et même très dur (52%) ; il ne permet pas de prendre les vacances que l'on désirerait (61%) ; il est mal considéré : 56% le mettent au dernier rang ou à l'avant-dernier rang, juste avant le manoeuvre, sur une échelle qui comporte les mêmes catégories sociales que l'échelle des revenus. Pourtant, un tiers seulement des personnes interrogées ont pensé à un moment quelconque de leur jeunesse faire un autre métier que celui d'agriculteur. Peu de personnes enfin déclarent ne pas aimer leur métier (14%) : 84% l'aiment, 44% l'aiment même beaucoup.

Trouvez-vous que le métier est très dur, assez dur ou pas très dur ?

	%
Très dur.....	52
Assez dur	43
Pas très dur.....	4
Ne se prononcent pas.....	1
	100

Vous-même, avez-vous toujours voulu être dans l'agriculture ou bien avez-vous pensé à un moment donné faire autre chose que le métier d'agriculteur (trice) ? (Si oui) Vers quel âge avez-vous eu cette idée ?

	%
N'ont jamais songé à quitter la culture	61
Y ont songé	
Vers dix ans	3
Entre douze et vingt ans.....	21
Après vingt ans.....	9
Ne se prononcent pas	6
	100

Maintenant, aimez-vous votre métier d'agriculteur (ou agricultrice) ?

	%
Beaucoup.....	44
Assez	40
Peu	10
Pas du tout.....	4
Ne se prononcent pas.....	2
	100

Voulez-vous classer ces professions en commençant par celle qui est la mieux considérée (je veux dire celle qui jouit de la plus grande considération aux yeux des gens) et en terminant par celle qui est la moins considérée ?

	1 ^{er} %	2 ^{ème} %	3 ^{ème} %	4 ^{ème} %	5 ^{ème} %	6 ^{ème} %	7 ^{ème} %
Fonctionnaire.....	64	13	11	5	2	2	-
Commerçant.....	11	30	29	16	9	4	-
Entrepreneur	16	29	30	14	7	2	-
Ouvrier spécialisé	4	13	12	25	28	17	-
Employé de l'industrie.....	3	11	13	25	29	18	1
Exploitant agricole.....	1	3	5	14	21	36	20
Manoeuvre.....	-	-	-	1	3	20	76
Ne répondent pas.....	-	-	-	-	1	1	-
	100	100	100	100	100	100	100

Que les agriculteurs marquent tant d'attachement pour un métier qu'ils voient avec un œil si critique a de quoi surprendre. Pourtant cela est parfaitement cohérent avec la représentation que l'on se fait du paysan traditionnel et de ses vertus de travailleur, avec l'image que lui-même a et veut donner de lui : déclarer que l'on aime une tâche si ingrate et si exigeante est bien faire preuve de ces solides vertus de courage et d'abnégation dont le paysan est paré et aime être paré. Cela rend plus évidente en outre l'injustice dont sont victimes les paysans de la part d'une société qui ne respecte plus ces valeurs et les récompense médiocrement. Enfin, les qualités de leur métier qu'aiment vanter les agriculteurs demeurent vie et travail au grand air, liberté dans les tâches, variété des tâches, goût pour les animaux, amour de la terre. Tout ceci, sur quoi aucune question n'a été posée, car ce sont des sujets sur lesquels il est difficile d'obtenir des réponses⁴, peut continuer de justifier l'attachement au métier d'agriculteur en dépit de ses inconvénients. Comme les inconvénients sont dus à la société, cela permet même d'être très cohérent avec soi-même en dénonçant tout ce qui, et tous ceux qui, gâchent le métier, le rendent invivable alors qu'il pourrait être en lui-même « le plus beau métier du monde »,

Sans doute convient-il aussi de faire la part d'une certaine rigidité psychologique. Dans la mesure où l'on ne voit pas de possibilité de reconversion, il est tout naturel de s'accrocher à ce que l'on a, à ce que l'on est. Attitude un peu différente quoique proche : on préfère encore le métier d'agriculteur avec tous ses inconvénients à la reconversion qui oblige à une révision intégrale de son genre de vie ; il y a là un choix forcé, radical, qui conduit à revaloriser la situation dans laquelle on est, en la confrontant à une situation infiniment plus traumatisante, voire angoissante, parce que pleine d'inconnu.

En fait, moins du quart des personnes qui connaissent des gens partis en ville changeraient volontiers de place avec eux. Le désir de se reconvertir paraît donc faible en comparaison de l'insatisfaction à l'égard de son sort manifestée par la majorité.

Y a-t-il des gens du village qui sont partis à la ville et qui reviennent ici, de temps à autre, par exemple, pour les vacances ou pour des réunions de famille ?

	%
Oui	73
Non	17
Ne se prononcent pas.....	10
	100

Est-ce que vous changeriez volontiers de place avec eux ou non ?

	%
Oui	23
Non	55
Ne se prononcent pas.....	22
	100

Ainsi, le sentiment, partagé par un pourcentage très important des hommes (58%), selon lequel ils trouveraient difficilement un emploi hors de leur travail est-il sans doute pour une bonne part une rationalisation de la fuite devant la nécessité de se reconvertir : on dit que l'on ne trouverait pas d'emploi parce que l'on n'a pas envie d'en trouver un. Mais c'est aussi un jugement sur le décalage entre ses compétences et celles qu'exige la société moderne, et, en ce sens, cela traduit un sentiment d'inadaptation à cette société, dû essentiellement au manque de formation professionnelle. En tous cas, le frein à la reconversion n'est pas la crainte de devoir se défaire dans de mauvaises conditions de la propriété. En

⁴ H. Mendras, Les paysans et la modernisation de l'agriculture, Paris, C.N.R.S., 1958, p. 102.

effet, en dépit d'une légère relation entre les deux réponses, 55 % des exploitants qui pensent qu'ils pourraient tirer un bon prix de la vente de ce qu'ils possèdent estiment encore qu'ils trouveraient difficilement un autre travail.

Si vous étiez amené à quitter la culture, trouveriez-vous facilement ou difficilement à faire autre chose ?

	%
Facilement	21
Difficilement	58
Ne se prononcent pas.....	21
	100

En cas d'abandon de l'exploitation, pourraient en tirer un bon prix

	S'ils devaient quitter la culture. Trouveraient un autre métier			
	Facilement	Difficilement	Ne se prononcent pas	Total
	%	%	%	%
Certainement	26	55	19	100
Probablement.....	22	60	18	100
Non	17	64	19	100

L'attachement au métier se manifeste aussi dans le fait que sur dix pères ou mères ayant des fils de moins de 25 ans, quatre souhaitent les voir continuer le métier d'agriculteur. A titre comparatif, il y a quelques années, le métier d'ouvrier qualifié n'était souhaité pour les enfants que par 27% des parents ouvriers⁵. Les professions les plus citées par les agriculteurs après celle de cultivateur, sont celles de fonctionnaire (24%), ouvrier de l'industrie (15%), cadre, ingénieur ou profession libérale, (9%). L'attrait de la fonction publique, qui se retrouve chez les parents ouvriers (31%), est à rapprocher du désir de sécurité des revenus et des vieux jours, et surtout du besoin de considération qu'expriment les agriculteurs, et dont ils estiment que les fonctionnaires jouissent.

Que voudriez-vous que vos enfants fassent comme métier, s'il suffisait de le vouloir ?¹

	Agriculteurs %	Ouvriers %
Agriculteurs.....	40	-
Fonctionnaires	23	31
Ouvriers (sans autre précision).....	3	-
Ouvriers qualifiés	12	27
Ingénieurs ou cadres de l'industrie	2	15
Agronomes ou assimilé.....	2	-
Médecins	-	7
Vétérinaires	1	-
Autres	1	5
Employés	1	4
Commerçants.....	3	11
Tout sauf agriculteurs	12	-
	100	100

(1) Cette question n'a été posée qu'aux personnes qui ont des garçons de moins de vingt-cinq ans.

⁵ Condition, attitudes et aspirations des ouvriers, «Sondages », 1956, n°2.

Ainsi, les conditions matérielles d'existence ne suscitent pas un mécontentement comparable à celui que suscitent les difficultés professionnelles. L'attachement des agriculteurs pour leur genre de vie est très fort. Une implantation généralement ancienne dans la région fait qu'ils y sont bien adaptés. Leur attachement au métier notamment a de profondes racines, au point qu'ils sont peu sensibles à ses inconvénients intrinsèques ; qu'il soit pénible n'a, par exemple, aucune importance.

Y a-t-il longtemps que votre famille (ou celle de votre conjoint) est installée ici, sur cette exploitation ?

	%
Plusieurs générations	58
Une génération.....	28
Implantation récente.....	13
Ne répondent pas.....	1
	100

Y a-t-il longtemps que votre famille (ou celle de votre conjoint) est installée dans la région ?

	%
Plusieurs générations	72
Une génération.....	10
Implantation récente.....	4
Ne répondent pas.....	14
	100

Néanmoins, sur deux points la réalisation des aspirations se heurte à des obstacles. L'insuffisance des revenus empêche une minorité importante (environ 20%) de satisfaire son désir d'avoir un confort domestique plus moderne. Surtout les vacances apparaissent comme une chimère à 80% des personnes qui aimeraient pouvoir en prendre, soit à 61% des personnes interrogées. Si 3% seulement d'entre elles voient dans le fait qu'elles ne peuvent pas prendre de vacances le critère majeur de l'injustice de leur condition, 33% en font un critère de second rang. Ainsi, c'est parce qu'il ne permet pas de partager certains agréments du genre de vie de la société globale industrielle et urbaine que le métier rebute.

D'ailleurs, que ce soit à propos de leurs problèmes professionnels, de leurs revenus, de la considération dont ils jouissent, de leur genre de vie ou de leurs possibilités de reconversion, c'est ce même sentiment de déclassement dans la société, voire d'exclusion de la communauté nationale, qui est exprimé par une partie importante et parfois même par la majorité des agriculteurs. Ceci se retrouve dans les opinions sur la participation de l'agriculture aux charges nationales par le biais des impôts, et sur le bénéfice que l'agriculture tire des services publics ; 38% des agriculteurs pensent qu'ils paient plus d'impôts qu'ils ne devraient, 55% déclarent que l'agriculture ne reçoit pas en services publics l'équivalent des impôts qu'elle paie. Le sentiment d'une injustice fiscale est donc partagé par une importante minorité, mais, et surtout, le sentiment d'être délaissé par l'Etat est extrêmement répandu.

Pensez-vous que les agriculteurs paient en impôts et taxes plus que leur part ou moins que leur part ou leur juste part par rapport aux autres Français ?

	%
Plus	38
Moins.....	5
Juste.....	32
Ne répondent pas.....	25
	100

Dans la manière dont le produit des impôts et taxes payés par les Français est utilisé, avez-vous l'impression que l'agriculteur tire le bénéfice auquel elle a droit sous forme de service publics ?

	%
Tire le bénéfice auquel elle a droit.....	12
Ne tire pas le bénéfice.....	55
Ne répondent pas.....	33
	100

En résumé, voici les points sur lesquels se fait l'accord de la majorité des agriculteurs:

	%
Leurs produits se vendent mal ou très mal	61
Depuis cinq ans, leur niveau de vie ne s'est pas amélioré	61
L'injustice majeure dont souffrent les paysans est de ne pas gagner assez d'argent pour le travail fourni	62
L'exploitant agricole gagne moins d'argent que les autres catégories sociales ⁶ ou, à la rigueur, un peu plus que le manoeuvre en usine.....	63
Par rapport à ce qui se passait il y a trente ou quarante ans, l'agriculteur ne gagne pas mieux sa vie ou même la gagne moins bien	50
Si la prospérité de la France augmentait, cela n'élèverait pas leur niveau de vie	49
L'exploitant agricole est moins bien considéré que les autres catégories sociales ⁷ ou, à la rigueur, un peu mieux que le manoeuvre d'usine	56
Par rapport à ce qui se passait il y a trente ou quarante ans, l'agriculteur d'aujourd'hui n'est pas mieux considéré ou l'est même moins bien	62
Ils ont mauvaise ou très mauvaise opinion sur la manière dont le gouvernement traite les questions agricoles.....	52
L'agriculture ne tire pas des revenus fiscaux de l'Etat le bénéfice auquel elle a droit sous forme de services publics	55
Le métier d'agriculteur est très dur	52
Ils aimeraient pouvoir prendre des vacances, mais ne le pourront jamais.....	61
Par rapport à ce qui se passait il y a trente ou quarante ans, l'agriculteur d'aujourd'hui a une vie plus compliquée.....	54
Ils voudraient que leurs fils fassent un autre métier qu'agriculteur ...	60 ⁸

Incontestablement, certaines lignes de forces se dégagent de cet examen d'ensemble. La population agricole a et veut donner d'elle-même une image dominante. Selon cette image, les agriculteurs gagnent moins bien leur vie que les autres catégories de Français, ils sont en marge d'une société qui les exclut de son système de valeurs et de son développement économique et social. Ceci se marque particulièrement par une carence de l'Etat à leur égard, tant en ce qui concerne la politique agricole que le bénéfice tiré des services publics, alors que la solution de leurs problèmes dépend avant tout de l'Etat. Ils sont pourtant déjà en butte aux inconvénients d'un métier dur, qui ne permet pas de prendre de vacances, qui les rend esclaves de la nature et de ses caprices, et qui devient de plus en plus compliqué. Ils ont donc plus de difficultés que les autres Français et le métier d'agriculteur n'est pas un métier pour les enfants. Quarante pour cent au moins des personnes interrogées, 55 à 60% le plus généralement et jusqu'à 80% dans certains cas, s'accordent pour donner cette image de leur condition.

Cet accord sur des questions importantes portant sur la place du groupe social dans la communauté nationale peut être considéré comme manifestant l'existence d'une opinion publique, d'une représentation collective parmi les agriculteurs. L'intérêt porté aux activités syndicales le confirme. Mais cela ne débouche pas sur une conscience politique de classe : certes peu de personnes déclarent s'abstenir fréquemment ou

⁶ Formulation très simplifiée. Pour le détail, voir tableau p. 15

⁷ Id., voir tableau p. 21

⁸ De ceux qui ont un ou des fils de moins de vingt-cinq ans

toujours de participer aux scrutins législatifs, mais 53% disent ne pas s'intéresser du tout à la politique, 6% seulement manifestant un intérêt réel. Surtout dans les questions où l'on interroge les agriculteurs sur les raisons qu'ils donnent du malaise agricole et sur les traits qui leur paraissent montrer le mieux l'injustice de leur condition, des positions de principe telles que « le manque d'intérêt du gouvernement pour les problèmes agricoles » ou le fait que « l'on ne reconnaît pas aux paysans la place à laquelle ils ont droit dans la nation » retiennent peu l'attention. Les problèmes de prix, les vacances, les intempéries, la retraite sont plus importants.

D'une manière générale, diriez-vous que vous vous intéressez à la vie politique ?

	%
Beaucoup	6
Un peu	39
Pas du tout.....	53
Ne répondent pas	2
	100

Est-ce que vous votez aux élections générales (pour les Députés) ?

	%
Toujours	78
Souvent.....	11
Rarement.....	4
Jamais	4
Ne répondent pas	3
	100

On peut considérer que cette façon de voir manifeste un sens particulièrement aigu des réalités immédiates. Ceci est confirmé par la capacité de juger les évolutions à la fois dans ce qu'elles ont de positif et de négatif, dont font preuve les agriculteurs. Le sentiment de bénéficier de certaines améliorations n'est pas absent ; c'est plutôt le sentiment qu'il y a encore à améliorer qui domine, et non pas celui que la situation est irrémédiable. Aussi l'attitude qui l'emporte, face à l'enquêteur comme face à l'Etat, est celle de plaignant, de demandeur.

Néanmoins, on ne peut manquer d'être frappé par le fait que cette attitude n'est certes pas nouvelle, pas plus que ne sont nouveaux les thèmes de la revendication paysanne : c'est toujours la même, et vieille antienne que chantent les agriculteurs, sauf quelque couplet nouveau, comme celui des vacances. C'est en fait l'héritage d'un siècle d'histoire de la profession qui inspire leurs réponses, et l'on peut se demander s'ils n'ont vraiment d'eux-mêmes que cette image stéréotypée, si elle correspond réellement aux comportements ou s'il ne s'agit pas seulement d'un glaciis commode et prudent vis-à-vis du monde extérieur. Mais l'analyse ne saurait s'arrêter à ce point. Si nettement dessinée que soit l'image de leur condition vue par les agriculteurs, elle comporte bien des nuances. L'agriculture française est profondément diversifiée, et les attitudes globales cachent parfois des réactions différentes de la part des éléments qui les composent. Les générations ne portent pas toujours des jugements analogues. La vie à la campagne pose aux femmes des problèmes spécifiques. Les variations régionales interviennent à côté de divergences qui peuvent tenir à la dimension des exploitations comme à la nature du sol ou des productions. Ce sont toutes ces nuances, sinon quelquefois ces oppositions qu'il importe de saisir. Elles mettront sur la voie d'explications possibles.

L'enquête.

CONDITIONS DE REALISATION

La population enquêtée est celle des exploitants agricoles (propriétaires, fermiers, métayers, à l'exclusion des ouvriers agricoles) et des membres de leur famille âgés de plus de 18 ans. Les interviews se sont déroulées du 21 mai au 19 septembre 1962 ; elles ont été réalisées dans 200 points d'enquête, 134 enquêteurs ont participé au travail sur le terrain. L'enquête a été bien accueillie, mais de sérieuses difficultés ont été rencontrées lors des interviews de femmes qui se sont souvent retranchées derrière l'autorité ou la compétence de leur mari ou de leur fils.

ECHANTILLONNAGE

Cette enquête concernait la totalité des exploitants agricoles; elle devait donc couvrir la France entière et les exploitants étaient concernés, quelle que soit la surface de leur exploitation. De plus, l'enquête visait plus les exploitants en eux-mêmes que leurs exploitations considérées d'après leur surface; aussi fut-il décidé de prendre des fractions de sondage identiques pour toutes les catégories de surface.

On a choisi comme base de sondage le département et, à l'intérieur de chaque département, huit tranches de superficie correspondant, à certains regroupements près, à celles du recensement agricole de 1955 :

- moins de 1 ha
- de 1 à 1,99 ha
- de 2 à 4,99 ha
- de 5 à 9,99 ha
- de 10 à 19,99 ha
- de 20 à 49,99 ha
- de 50 à 99,99 ha
- plus de 100ha

On s'est attaché à donner à chaque département une représentation proportionnelle à son poids, du point de vue du nombre d'exploitations, dans la France entière, et, dans chaque département, à obtenir une représentation identique de chacune des catégories de surface mentionnées ci-dessus. Cependant, une dizaine de départements n'ont pu être touchés par l'enquête. Ces départements ne représentent que 7% des exploitations françaises et sont répartis, isolément, sur l'ensemble du territoire (Aube, Doubs, Hautes-Alpes, Aude, Pyrénées-Orientales, Lot-et-Garonne, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Côtes-du-Nord, Finistère, Territoire de Belfort, Seine) de telle sorte que l'on a pu répartir les interviews sur les 79 autres départements, (la Corse étant exceptée de l'enquête) proportionnellement à leur nombre d'exploitations, sans introduire de biais systématique. D'autre part, à l'intérieur de chaque département, il est arrivé, dans certains cas, que l'on ne puisse remplir toutes les catégories de surface. Dans ce cas, d'ailleurs assez rare, on a procédé à des compensations entre départements limitrophes et de mêmes structures agricoles pour compléter les classes non remplies. Il est, en effet, apparu que les départements constituaient un découpage administratif, indispensable à considérer du point de vue statistique, mais qu'il n'était pas nécessaire de strictement respecter du point de vue agricole.

Mode d'échantillonnage :

Devant l'impossibilité qu'il y a à rassembler des listes complètes d'exploitations par département, le processus suivant a été adopté :

1. Copie des listes d'exploitations figurant dans les mairies. Notons que de telles listes ne sont tenues, avec plus ou moins de soin d'ailleurs, que dans une partie des communes françaises ; près de 13.000 adresses ont été ainsi rassemblées avec les surfaces des exploitations correspondantes.
2. Tirage au sort dans les catégories départements-surfaces des exploitants à interroger.
3. C'est à ce stade de l'échantillonnage que sont intervenues les compensations mentionnées ci-dessus .

Ces résultats sont extraits de la revue : **SONDAGES**
REVUE FRANÇAISE DE L'OPINION PUBLIQUE

Cette publication a été réalisée par le Département Communication de l'Ifop.

Contact : Jérôme Fourquet - Directeur de Département Opinion et Stratégies d'entreprise - jerome.fourquet@ifop.com

Février 2013